déclarer dès maintenant que si cette tentative ne rencontrait pas l'assentiment de tous les intéressés, le Conseil ne serait pas relevé du devoir qui lui incombe de ne négliger aucun moyen et de ne laisser échapper aucune occasion de donner au conflit actuel la solution honorable et juste que commandent à la fois l'intérêt de la paix et l'esprit de la Société des Nations.

M. WOLDE MARIAM (représentant de l'Ethiopie)—Le Gouvernement éthiopien, dans une note du 12 décembre 1935, a respectueusement exprimé à la Société des Nations son désir de ne donner sa réponse aux propositions des Gouvernements du Royaume-Uni et de la France que lorsque ces propositions auraient été préalablement soumises à l'examen et à la libre discussion publique de la Société des Nations.

En ce qui le concerne directement, le Gouvernement éthiopien a en effet toujours attaché le plus grand poids aux recommandations des organes de la Société. Il a placé en eux sa confiance. Il tient à leur renouveler le témoignage de sa reconnaissance pour l'appui moral et matériel qui lui a été donné par la Société des Nations dans la terrible guerre qu'il subit et qui lui a été imposée pour la défense de son indépendance et de son intégrité territoriale. Il ne peut pas croire, après les mesures qui ont été prises pour faire respecter les obligations du Pacte, que le peuple éthiopien sera abandonné et livré à son cruel ennemi, alors que le Gouvernement éthiopien s'est toujours ponctuellement conformé à toutes les procédures des traités et du Pacte et n'a négligé aucune occasion de manifester ses sentiments pacifiques.

Le Gouvernement éthiopien saisit cette occasion pour répondre à une accusation souvent formulée par les ennemis de l'Ethiopie, à savoir que les armées éthiopiennes sont incapables de défendre le territoire et l'indépendance de l'Empire et que l'Empereur appelle à combattre pour lui les Etats qui ont condamné l'agresseur.

Le Gouvernement italien, qui commande à quarante-quatre millions de sujets, n'hésite pas à pousser à la mort des dizaines de milliers d'ascaris et de douats pour l'extermination d'un petit peuple de dix millions d'habitants et pour la destruction de leurs foyers.

Le Gouvernement et le peuple éthiopiens ne demandent à aucun peuple du monde de venir en Afrique verser son sang pour la défense de la patrie éthiopienne. Le sang éthiopien y suffira.

S'ils disposaient d'une plus grande quantité d'armes et de munitions, les guerriers éthiopiens qui ne craignent pas la mort, n'auraient même pas laissé l'agresseur italien réaliser la faible avance obtenue, après deux mois et demi de guerre, par des centaines de milliers de mercenaires, encadrés par des sous-officiers et officiers italiens, commandés par les meilleurs de ses généraux, et servis par l'armement le plus perfectionné et le plus abondant qui ait été réuni sur la terre africaine. Le Gouvernement éthiopien a suivi la tactique adoptée, de tout temps, par les peuples faibles et sans armes contre l'agression d'un ennemi nombreux et puissamment armé.